

STATUTS

FJD

Front
pour la
Justice et le
Développement

en
Guinée

Préambule

Le Front pour la Justice et le Développement en Guinée (FJD) est l'initiative des jeunes de la génération 90 qui s'étaient battus à l'époque pour obliger le régime militaire de Lansana Conté à reconnaître les partis politiques et le multipartisme intégral en Guinée.

Après plus de 20 ans de lutte. La classe politique actuelle, qui a bénéficié des fruits de la lutte pour le multipartisme et la démocratie, en refusant, que des élections législatives, véritable expression démocratique et garant du pluralisme politique, soient organisées avant la présidentielle en 2010, a prouvé que sa préoccupation est l'accès au fauteuil présidentiel et non l'avènement d'une vraie démocratie et d'un Etat de droit en Guinée et a contribué à la crise actuelle.

Notre pays, la Guinée, possède des ressources suffisantes pour qu'aucun Guinéen ne meure de faim ou de maladie banale, pour que nous ayons le minimum vital et un service minimal de santé à la portée de tous. Par la faute des régimes qui se sont succédés, depuis l'indépendance, la violence du pouvoir, la corruption, le manque de patriotisme et l'amateurisme des acteurs de la société civile et de la vieille classe politique, le développement de notre pays, son unité et la paix sociale sont dangereusement compromis. L'espoir de la jeunesse guinéenne ne repose plus que sur un projet de départ du pays, le chemin de l'exile. On observe un exode massif et inquiétant des jeunes et bras-valides du pays vers l'étranger.

En Guinée, les politiciens, pouvoir et opposition confondus, ne se réfèrent à la Constitution que lorsque cela les arrange personnellement. Plus préoccupés par le partage de postes à pourvoir et de l'argent de la corruption que pour l'avenir du pays et le bien - être du peuple, la classe politique guinéenne se cache toujours derrière des compromis pour contourner la loi. A quoi sert d'avoir une Constitution et comment peut-on construire un Etat de droit chez nous, si nous ne sommes pas prêts à nous soumettre à la rigueur de la loi ?

Depuis janvier/février 2007, le peuple de Guinée n'a jamais perdu son combat sur le terrain (contre des régimes militaires). C'est toujours après, autour de la table des négociations ou décisions politiques ou encore au moment de l'application de ces décisions, que nos espoirs sont déçus, nos sacrifices sont jetés par terre, nos martyrs et le peuple se retrouvent trahis, parce que les acteurs sont toujours les mêmes. Tant au sommet de l'Etat que de l'opposition ou de la société civile, on retrouve les anciens décideurs et serviteurs de tous les régimes corrompus et dictatoriaux que nous avons subis en Guinée depuis l'indépendance. Ainsi, trois (3) ans après la présidentielle 2010, la transition politique patine toujours en Guinée avec son cortège de victimes humaines et de destructions matérielles, malgré le soutien massif et international dont la Guinée a bénéficié.

A cause de la trahison des espoirs du peuple par le parti au pouvoir et l'amateurisme des leaders de l'opposition, nombre de citoyens ont perdu confiance aux partis et leaders politiques qu'ils ne considèrent plus comme leurs meilleurs représentants et porte-paroles.

De toute évidence, la politique guinéenne a besoin du sang nouveau et si nous ne prenons garde pour agir maintenant, la politique et donc la gestion de notre patrimoine commun risque d'être réservée uniquement à ceux qui ont eu à participer à l'organisation des crimes de sang et du pillage des richesses de notre pays. C'est pourquoi nous, des filles et fils de la Guinée, vivant à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, avons décidé de prendre nos responsabilités pour mettre un terme au désastre social, politique et économique dans lequel les forces vives (La vieille classe politique et le mouvement social) l'ont précipitée.

Nous n'entendons plus laisser ces mêmes acteurs du passé et responsables de l'échec de la transition démocratique guinéenne continuer à parler et à décider au nom du peuple de Guinée, à notre nom. Or, sous l'influence de cette même vieille classe sociale et politique, la constitution guinéenne ne permet pas à un(e) patriote guinéen(ne) qui ne trouve pas de choix dans les partis existants, de participer au débat politique ou proposer ses services à la Nation guinéenne. En effet, l'Article 3 de notre Constitution stipule que : « Les partis politiques concourent à l'éducation politique des citoyens, à l'animation de la vie politique et à l'expression du suffrage. Ils présentent seuls les candidats aux élections nationales ».

C'est donc pour relever ces défis et donner la chance aux jeunes, aux victimes, aux vrais combattants pour la justice et la démocratie, aux hommes et femmes intègres et compétents sans distinction d'âge, d'ethnie ni de religion, que nous avons décidé, conformément à la loi en vigueur en République de Guinée, de créer un parti politique dénommé Front pour la Justice et le Développement en Guinée (FJD).

Nous ambitionnons de changer la mauvaise gouvernance et les mentalités en Guinée, de doter notre pays d'un Etat de droit laïc où l'égalité, la justice et la prospérité ne seront pas de vains mots ni l'apanage d'un petit groupe de favoris, où la solidarité et l'unité nationale ne seront pas qu'un simple slogan.

Guinéennes et Guinéens, nous comptons sur vous tous pour que le FJD soit le parti de l'espoir et du changement en Guinée.

TITRE I: DENOMINATION, LOGO, EMBLEME, DEVISE, SIEGE, BUT, OBJECTIF

Article 1. Dénomination

Le nom du parti politique que nous, adhérents aux présents Statuts, proposons à nos compatriotes Guinéennes et Guinéens est Front pour la Justice et le Développement en Guinée, abrégé en FJD.

Article 2. Logo



Article 3. Emblème

Symbole de la justice et du renouveau avec le soleil levant entre les initiales du parti.

Article 4. Devise

La devise du FJD est: Unité, Justice et Prospérité

Article 5. Siège

Le siège du FJD est fixé à Conakry. Il peut être transféré, en cas de nécessité, à toute autre localité du pays sur décision de la direction du parti.

Article 6. But et objectif

Ambitionnant de transformer la société guinéenne, de mettre fin à la mal gouvernance et à l'injustice en réalisant un ordre social nouveau en Guinée, fondé sur un Etat de droit laïc, démocratique et compétitif, le parti FJD entend promouvoir le critère de la compétence et de la probité morale et lutter contre la corruption, le laxisme et l'impunité en Guinée.

6.1. Motivés par l'intérêt national et du bien-être de leur peuple, les Guinéennes et Guinéens qui adhèrent à ce parti s'engagent à donner priorité à la compétence, à l'intégrité morale et à l'utilité publique. C'est pourquoi, dans des circonstances données, le FJD est prêt à faire recours ou à proposer toute personnalité guinéenne qui offre des qualités morales, humaines ou intellectuelles capables de relever le défi dans l'intérêt de la Nation.

6.2. En cas de violence contre un membre du parti en exercice de ses fonctions ou ayant répondu à l'appel du parti dans le cadre d'un meeting ou d'une manifestation pacifique conformément aux articles 7 et 10 de la Constitution guinéenne, la direction nationale du parti a l'obligation d'utiliser les voies et moyens autorisés par la Constitution guinéenne et le droit international pour obtenir justice et réparation de peine pour la victime ou sa famille.

6.3. Le FJD vise à mettre un terme au désastre social, politique et économique dans lequel les forces vives ont précipité notre pays.

6.4. Le FJD a pour objectif d'offrir un choix alternatif aux Guinéennes et aux Guinéens qui en ont assez de la politique du ventre, de l'hypocrisie, de la corruption et de la recherche de compromis en lieu et place de l'application de la loi.

6.5. Le FJD vise à éviter que les futurs Parlements et Gouvernements guinéens soient composés des mêmes acteurs d'hier et d'aujourd'hui.

6.6. Le FJD entend lutter pour que ceux qui se battent réellement pour le changement, qui risquent de mourir sur le terrain, d'être battus ou d'aller en prison et les proches parents des martyrs aient également la chance d'être au Parlement et au Gouvernement, fruits de leur combat, qu'ils sauront défendre contre toute subordination anticonstitutionnelle.

6.7. Le FJD ambitionne de changer la gouvernance et les mentalités en Guinée, de doter notre pays d'un Etat de droit laïc où l'égalité et la justice ne seront pas de vains mots, où la solidarité, l'unité nationale et la prospérité ne seront pas qu'un simple slogan.

6.8. Le FJD entend se battre pour mettre fin à la prise en otage des institutions républicaines, l'administration, l'appareil judiciaire et l'armée, par un groupe d'intérêt quelconque (social, économique ou ethnique) en Guinée. Ces institutions, symboles de la République et de l'Unité Nationale, pour être garant de l'Etat de droit, de l'égalité, de la justice et donc de la stabilité et de la paix sociale doivent être assainies et reformées avec équité sur des bases de critères transparents définis par la loi et non sur recommandation ou choix des dirigeants.

TITRE II: MEMBRE

Article 7. Définition

Est membre du FJD toute guinéenne ou tout guinéen qui souscrit librement et volontairement aux présents statuts, qui participe à ses activités et paye ses cotisations dans le respect des règlements du parti.

Article 8. Adhésion

L'adhésion au FJD est libre et individuelle. Elle se fait au niveau de la cellule de base dans la localité où réside le postulant. Dérogation est prévue pour la phase d'installation des instances de base du parti. A cette phase, l'adhésion peut se faire à tous les niveaux.

Le postulant doit être âgé de 18 ans au moins au moment de la demande d'adhésion.

Tout refus d'adhésion doit être motivé. Dans ce cas le postulant a droit d'être entendu par la commission d'adhésion de la section concernée qui peut infirmer la première décision à la majorité des deux tiers de ses membres.

Article 9. Cotisation

Le montant des cotisations est déterminé par le bureau exécutif et sera porté dans les règlements intérieurs. Il tient compte des indices de l'économie nationale. La cotisation du membre est perçue par l'instance locale à laquelle il appartient et qui lui confère le droit actif et passif de vote (droit d'élire et d'être éligible).

Article 10. Devoirs du membre

Chaque membre du FJD a l'obligation de respecter les principes du parti, ses statuts et ses règlements intérieurs. En cas de sanction formulée par son organe d'appartenance et/ou confirmée après recours, il devra l'accepter et respecter la décision finale.

Tout membre du FJD s'engage à :

- ne pas être membre d'un autre parti politique guinéen en même temps ;
- observer le respect hiérarchique ;
- respecter les principes de droit et de démocratie ;
- participer activement à la diffusion et à la défense du programme et des décisions du parti ;
- accomplir honorablement les tâches qui lui sont confiées et aider les collègues dans leurs tâches dans la mesure de ses capacités ;
- œuvrer pour le rayonnement et la réussite du parti ;
- promouvoir la solidarité et la convivialité au sein du parti ;
- s'abstenir de tout acte et comportement de nature à porter préjudice au parti.

Article 11. Droits du membre

Tout membre du FJD qui accomplit convenablement ses devoirs a le droit :

- d'électeur et d'éligibilité au sein du parti ;
- de demander la parole et de s'exprimer librement dans les réunions du parti auxquelles il est convié ;
- de recourir à l'instance hiérarchique supérieure, en cas de litige.

Article 12. Perte de la qualité de membre

La qualité de membre du FJD se perd par la démission, l'exclusion ou la radiation. Les modalités et les procédures sont établies par les règlements intérieurs.

TITRE III: ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article 13. Structures

L'organigramme du FJD comprend :

1. les Sections locales (SL),
2. les Fédérations (F),
3. les Comités régionaux (CR),
4. les Groupes auxiliaires (GA),
5. les Section socioprofessionnelles (SSP),
6. le Congrès national (CN),
7. le Bureau exécutif national (BEN).
8. Le Secrétariat Général (SG)
9. le Conseil électoral et/ou secrétariat électoral (qui s'occupe des candidats aux élections) et reprend les rôles du parti en période électorale présidentielle (il est mis sous l'autorité du candidat à la présidentielle, ou du secrétaire général du parti durant les législatives)

13.1. Les Sections locales (SL)

Ce sont des entités de base ou cellules du parti, c'est-à-dire le regroupement des membres au niveau des quartiers ou petits villages. En fonction du lieu géographique ou du poids démographique d'une localité, il peut y exister une seule ou plusieurs sections.

(1) Les responsables des Sections sont responsables de l'animation du parti, de la mobilisation et l'organisation de la base.

(2) Étant le premier point de contact et de recours du militant ou membre du parti, les Sections locales doivent jouer un rôle important pour ce qui est de se rapprocher des électeurs, de présenter les candidats et de mener les campagnes électorales locales. C'est à ce niveau que s'organise le "travail de terrain", permettant au parti d'être en prise directe avec les citoyens, membres, militants et/ou sympathisant du parti. Elles assurent la pérennité, l'implantation et le développement du parti en croissance du parti.

13.2. Les Fédérations (F)

Une fédération est le regroupement des sections d'une localité communale ou préfectorale. Les instances des fédérations doivent être élues par les adhérents. La durée de leur mandat et les modalités électorales sont fixées par les règlements intérieurs.

Pour la députation, chaque fédération sur le territoire guinéen pourrait désigner un candidat à l'uninominal. En cas d'alliances électorales, ils doivent être impliqués dans les négociations.

Les critères et modalités de la désignation des candidats sont définis dans les règlements intérieurs.

13.3. Les Comités régionaux (CR)

Un comité régional comprend l'ensemble des Sections et Fédérations existant dans la région concernée et dont les instances sont élues par les représentants de ses sections et fédérations membres. La durée de leur mandat et les modalités électorales sont fixées par les règlements intérieurs.

13.4. Les Groupes auxiliaires (GA)

Elles comprennent les organisations de jeunesse et les organisations féminines du parti. Ces organisations, dont les instances doivent être élues par leurs membres, servent à assurer la représentativité des jeunes et des femmes dans les instances locales et dirigeantes du parti. Elles doivent veiller à ce que le parti porte attention et tienne compte des enjeux d'intérêt particulier pour leurs membres. La durée de leur mandat et les modalités électorales sont fixées par les règlements intérieurs.

13.5. Les Section socioprofessionnelles (SP)

Dans des milieux socioprofessionnels importants comme les universités, les marchés, les syndicats et les unités industrielles, le parti est représenté par des comités qui fonctionnent comme des sections locales.

13. 6. Le Congrès National (CN)

C'est la plus haute instance décisionnelle du parti. Les résolutions qu'elle adopte constituent des lignes directrices pour la direction du parti. Il se réunit au moins une fois et au plus quatre fois par an. Au besoin, un congrès national extraordinaire peut être convoqué à tout moment par la direction du parti si les 2/3 du bureau politique le trouvent nécessaire.

(1) Le Congrès national est la Conférence réunissant des délégués des sections régionales et locales, des groupes auxiliaires (organisations féminines et organisations de la jeunesse) et des sections socioprofessionnelles du parti. Des membres ordinaires peuvent aussi y être admis.

(2) Le Congrès national offre l'occasion d'un débat entre les différentes sensibilités ou tendances du parti et a pour mission principale de désigner les instances nationales du parti. Le nombre de ses membres, leur mode de nomination, sa durée et son déroulement sont déterminés par les règlements intérieurs.

13. 7. Le Bureau Exécutif National (BEN)

Le Bureau Exécutif est l'organe dirigeant du Parti dont les membres sont élus par le Congrès national. Il prend et exécute, sous la direction de son Conseil politique, les décisions au jour le jour, assurant la gestion quotidienne du parti et se charge de la mise en œuvre et du suivi des décisions du Congrès. Il se charge également de la conception du programme du parti.

L'objectif du parti est la conquête et l'exercice du pouvoir afin de mettre en œuvre la politique annoncée dans son programme. C'est pourquoi le BEN doit s'organiser à l'image du gouvernement du pays pour une meilleure participation à l'animation de la vie politique. Il comprend :

1. un Conseil politique,
2. un Secrétariat National,
3. une Trésorerie nationale,
4. une Commission Contrôle et Ethique
5. un Secrétariat correspondant à chaque département ministériel qui doit suivre de près les actions du gouvernement dans le domaine concerné et élaborer un programme présentant ses propositions qui, si le parti remporte les élections, seront reprises dans le projet du gouvernement. Ces secrétariats seront dirigés par des Secrétaires Nationaux du BEN. Les Secrétaires Nationaux devraient donc être capables d'étudier, de comprendre et de commenter les actions du gouvernement dans leurs domaines respectifs. En fonction de ses moyens et grâce à ses relations externes, le parti peut contribuer à la formation, à la perfection du niveau et à la qualification de ses cadres dans ces différents domaines.

(1) Le Secrétaire Général du parti qui sera élu par le Congrès national présidera le Conseil politique, organe de pilotage du BEN.

(2) Le Secrétariat Général, les Trésoriers et les membres de la commission Contrôle et Ethique sont directement élus par le Congrès national pour un mandat de 5 ans.

(3) La constitution effective des organes du BEN doit être assurée après l'élection de ses membres dans un délai de quarante-cinq (45) jours au maximum.

(4) Les attributions concrètes et le fonctionnement de chacune des instances du BEN, la durée de leur mandat et les modalités de choix de leurs membres sont fixés par les règlements intérieurs.

13. 7. 1. *Le Conseil politique (CP)*

Composé de vingt-un (21) membres dont le 1/3 sera désigné par le Secrétaire Général du parti qui le dirige, c'est l'organe de pilotage du BEN et, de ce fait, du parti dans son ensemble. A ces 21 membres s'ajoutent les Présidents d'Honneurs.

(1) En toutes circonstances, le conseil politique a droit de regard sur toutes les alliances stratégiques notamment électorales, proposées par les conseils électoraux. Il s'assure du respect des idéaux, principes, documents légaux et constitutifs, et orientations du parti. Le BEN peut être saisi sur ces points afin de s'assurer une meilleure adhésion à la stratégie en question.

(2) Le Secrétaire Général doit, par la nomination de 7 membres (1/3) du Conseil politique, assurer un certain équilibre en qualité (des compétences nécessaires pour un travail de qualité) et en genre (représentation des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires). L'hétérogénéité et une meilleure représentativité nationale de la direction du parti doit être ainsi garantie.

(3) Le Secrétaire Général doit être assisté d'un Secrétaire Général-adjoint élu d'entre les 21 membres actifs du CP. Tous les deux sont élus pour un mandat équivalent à la durée d'une législation, 12 mois avant l'élection présidentielle. Exception faite pour ceux du BE constitutif.

(4) Dans des circonstances exceptionnelles, et sur décision des $\frac{3}{4}$ de ses membres, le congrès national peut désigner comme candidat du parti à l'élection nationale un autre membre que le Secrétaire Général. Une telle désignation, si elle a lieu d'être, doit s'effectuer un an avant l'élection concernée.

(5) L'organisation interne, les critères de choix et les attributions des différents membres du Conseil politique sont définies par les règlements intérieurs.

13. 7. 2. *Secrétariat National (SN)*

C'est l'organe qui assure le Secrétariat du Conseil politique et du Bureau Exécutif. Ses attributions sont définies par les règlements intérieurs.

13. 7. 3. *La Trésorerie nationale (TN)*

Composé d'un Trésorier national assisté dans ses fonctions par un trésorier-adjoint qui assure l'intérim en cas d'absence ou d'empêchement.

Le Trésorier national gère les fonds sous la supervision du Conseil politique à qui il rend compte et qui est présidé par le Secrétaire Général du parti.

Pour toute dépense, le Trésorier national est cosignataire avec l'ordonnateur des dépenses.

13. 7. 4. *La Commission Contrôle et Ethique (CCE)*

Elle veille à la gestion saine et transparente des ressources du parti, contrôle la conformité statutaire des actions et décisions importantes au sein du parti et arbitre en cas de conflits.

Elle assure la désignation d'un Commissariat aux comptes pour la vérification et l'approbation des états financiers en fin d'exercice annuel pour le Quitus Fiscal.

Article 13. 8. *Le Secrétaire Général (SG)*

Elu directement par le Congrès national, le Secrétaire Général du parti dirige, coordonne et contrôle les activités du parti et le représente au niveau national et international en temps normal. Ses attributions et la durée de son mandat sont définies par les règlements intérieurs.

Article 13. 9. *Le conseil électoral (CE)*

Le Conseil électoral s'occupe des candidats aux élections et reprend les rênes du parti en période de campagne électorale. Il est mis sous l'autorité du candidat du parti à la présidentielle et sous celle du Secrétaire général du parti durant les élections législatives et/ou communales.

(1) Le Secrétaire général ou le candidat du parti peut s'entourer de toutes les compétences requises pour mener le parti à la victoire. Il peut aussi faire appel à des ressources externes sur approbation du Conseil Politique.

(2) Le rôle du conseil électoral est de coordonner, en collaboration avec le conseil politique, les activités de campagne des différents candidats du parti et de leur apporter les ressources et

assistance utile. Chaque candidat aux législatives ou aux communales peut s'entourer d'un directoire de campagne suivant les mêmes modalités que la présidentielle (utilisation de ressources externes par exemple).

(3) Le conseil électoral est mis sur place au plus tard 30 jours avant l'ouverture officielle de la campagne et dissout au plus tôt le lendemain de la publication des résultats définitifs des élections.

Article 14. Démissions, Révocations et Décès

Les règlements intérieurs du FJD fixent les conditions relatives au remplacement des membres des instances du parti pour cause de décès, de démission ou de révocations à leurs fonctions respectives.

TITRE IV: RESSOURCES

Article 15. Ressources

Les ressources du parti *Front pour la Justice et le Développement en Guinée* (FJD) sont constituées par les cotisations de membres, des subventions, des dons et legs, des revenus de vente de cartes du parti et de toutes autres activités autorisées par les lois et règlements en vigueur.

TITRE V: REGLEMENT INTERIEUR - REVISION DES STATUTS – DISSOLUTION

Article 16. Règlement intérieur

Le Règlement intérieur est le document écrit et approuvé par l'instance dirigeante du parti ou le BEN, régissant les attributions et les modalités de choix des membres des différents organes du parti. Il définit en détails le fonctionnement du parti et les modalités de mise en application des statuts.

Article 17. Révision des statuts

Les présents Statuts peuvent être révisés sur proposition d'une des instances dirigeantes du parti (CN ou BEN). La modification est acquise à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Article 18. Dissolution

La dissolution du FJD, en dehors des dispositions prévues par la loi, ne peut être prononcée que par la majorité des deux tiers du Congrès national. Si cette majorité est acquise, le Congrès national procède à la dévolution du patrimoine du parti en faveur d'une formation politique poursuivant des objectifs similaires à ceux du FJD.